

Dans les archives du syndicat national des enseignants africains du Burkina Faso

Archiver les luttes, écrire et faire vivre l'histoire syndicale

Ophélie Rillon

Mise en ligne : décembre 2024

DOI : <https://doi.org/10.51185/journals/rhca.2024.stc01>

Résumé

Cet article revient sur un projet international conduit conjointement par une équipe de recherche, une équipe d'archivistes et le plus vieux syndicat enseignant du Burkina Faso (SNEA-B). En retracant la collaboration nouée depuis 2021 autour de la conservation des archives de cette organisation syndicale, il invite à réfléchir aux enjeux de l'archivage des luttes africaines, aux tensions que cela génère et à la question du genre des archives militantes. Dressant un bilan du projet, l'article montre combien l'intérêt pour les archives et l'écriture de l'histoire ne sont pas du seul apanage de la recherche et des archivistes. Se réapproprier son histoire comme acteurs/actrices du mouvement social constitue un enjeu de lutte dans un contexte burkinabè où les activités militantes sont largement mises en sommeil.

Mots clefs : archives ; Burkina Faso ; enseignement ; genre ; histoire ; international ; SNEA-B ; syndicalisme

Abstract

This article looks back at an international project conducted jointly by a research team, a team of archivists and Burkina Faso's oldest teachers' union (SNEA-B). As the paper maps collaboration forged since 2021 around the conservation of this union's archives, it calls for reflecting on the challenges associated to African struggles' archival processes, related tensions and the gender of activist archives. Taking stock of the project, the article shows that interest in archives and history writing are not the sole preserve of researchers and archivists. Reappropriating one's history as a participant in social movements is a key issue in Burkina Faso, as activist activities are largely put on standby.

Keywords: archives; Burkina Faso; education; gender; history; international; SNEA-B; trade unionism



En 2013, des militants politiques et syndicaux organisaient à Ouagadougou une rencontre autour des « archives populaires » du Burkina Faso dans l'objectif de « valoriser le patrimoine des luttes sociales et politiques dans l'histoire du pays à travers la collecte, le classement, l'entretien et l'exploitation des archives des organisations et des acteurs politiques et sociaux »¹. Le projet ne vit finalement pas le jour, par manque de temps, de moyens financiers, et sans doute parce que les collectifs avaient d'autres priorités : quelques mois plus tard, en octobre 2014, une insurrection renversait le président Blaise Compaoré au pouvoir depuis vingt-sept ans. Pour autant, la question des archives militantes, celle des mémoires des luttes et de leur transmission est régulièrement soulevée dans les meetings auxquels j'assiste à la bourse du travail de Ouagadougou, depuis que j'ai initié, en janvier 2016, des enquêtes sur les couples et familles de militants au Burkina Faso. Ce souci que des collectifs (syndicats, partis, associations) ont de leurs archives est frappant. Il me semble relativement inédit dans le paysage des mouvements sociaux où l'archivage est rarement un enjeu militant et intervient lorsque les organisations s'institutionnalisent² voire meurent, ou que la mobilisation se poursuit en exil³. Des travaux ont néanmoins montré comment la mise en archives était devenue un répertoire d'action militante pour des minorités sexuelles, raciales et pour les mouvements féministes en Europe et Amérique du Nord dès les années 1970 et plus encore 1990⁴. Cette dynamique autour des archives dites « communautaires » a fait l'objet d'une vaste littérature qui ne me semble que partiellement recouper les enjeux propres aux archives syndicales africaines discutés ici. Si, en Afrique comme dans d'autres espaces, les militant·es conservent de nombreux documents à titre individuel⁵, la démarche archivistique est peu prise en charge par les organisations dont l'action est principalement orientée vers les luttes présentes et à venir, ainsi que sur leur fonctionnement quotidien. Au mieux, elles disposent de centres de documentation ou bibliothèques, où sont conservés des ouvrages et des rapports, pouvant servir d'espace de formation et de réunion. Quant aux archives (correspondances, comptabilité, tracts, photographies, presse), elles sont le plus souvent entassées dans des sacs, des malles en fer, ou à même le sol, épargillées entre le siège des organisations et les domiciles de militant·es, détruites au gré des déménagements et recherches d'espace.

Le souci que les collectifs militants du Burkina Faso ont de leurs archives rencontre une dynamique à l'œuvre dans le champ scientifique. Depuis une vingtaine d'années, des projets internationaux se développent autour de la sauvegarde et de la numérisation des archives africaines. Plusieurs ont récemment porté sur l'archivage des mémoires militantes : les archives sonores du procès de Rivonia en Afrique du Sud⁶, celles des luttes des femmes malien·nes⁷ ou encore celles d'un couple de militants marxistes du Nigéria, Ola et Kehinde Oni⁸ par exemple. Dans ce sillage et grâce à un financement du Modern Endangered Archives Program (MEAP) de l'Université américaine de Californie (UCLA) obtenu en 2022, j'ai co-porté le projet « Archives of the Union of Teachers of Burkina Faso » avec Siaka Traoré, le secrétaire général de cette organisation.

¹ L'évènement « Les archives des organisations sociales et politiques du Burkina » a été initié par Lazare Ki-Zerbo, Dragoss Ouedraogo, la Confédération générale du travail du Burkina Faso et soutenu par la Fondation Gabriel Péri et Rosa Luxembourg, Fondation Gabriel Péri (2013), « Les archives des organisations politiques du Burkina Faso », *Fondation Gabriel Péri*. En ligne, consulté le 12 novembre 2024. URL : <https://gabrielperi.fr/partenariats/les-archives-des-organisations-sociales-et-politiques-du-burkina-faso/>.

² Prince Jacques (2009), « Du placard à l'institution : l'histoire des Archives gai·es du Québec (AGQ) », *Archivaria*, 68, pp. 295-309.

³ Zederman Mathilde (2024), « Mettre en mots et en cartons le passé militant. La fabrique des archives des mobilisations tunisiennes en exil comme champ de luttes », *Critique internationale*, 102(1), pp. 49-68.

⁴ Eichhorn Kate (2013), *The Archival Turn in Feminism*, Philadelphie, Temple University Press ; Flinn Andrew, Alexander Ben (2015), « “Humanizing an Inevitability Political Craft” : Introduction to the Special Issue on Archiving Activism and Activist Archiving », *Archival Science*, 15(4), pp. 329-335.

⁵ Byfield Judith (2016), « In Her Own Words : Funmilayo Ransome-Kuti and the Auto/biography of an Archive », *Palimpsest*, 2(5), pp. 107127. Sur la culture de l'écrit et de l'archivage personnel en Afrique voire les travaux pionniers de Barber Karin (dir.) (2006), *Africa's Hidden Histories. Everyday Literacy and Making the Self*, Indiana, Indiana University Press.

⁶ Numérisées par l'Institut national de l'audiovisuel en France et disponibles sur le site de la Fondation Nelson Mandela. Fondation Nelson Mandela (2018), « Listening to the Rivonia Trial : Courts, Archives and the Liberation Movements », *Nelson Mandela Foundation*, En ligne, consulté le 12 novembre 2024. URL : <https://www.nelsonmandela.org/news/entry/listening-to-the-rivonia-trial-courts-archives-and-the-liberation-movements>

⁷ Thiam Madina, Golaszewski Devon, Tamboura Moussa Beïdy, Sidibé Oumou, et Mann Gregory (2023), « Le projet Archives des femmes : archiver, numériser et diffuser les luttes des femmes malien·nes », *Revue d'histoire contemporaine de l'Afrique*, pp. 1-13. URL : <https://doi.org/10.51185/journals/rhca.2023.stc03>.

⁸ Archives numérisées dans le cadre d'un projet de l'IFRA Nigéria, « Introducing IFRA's “Nigerian Heritage Digitisation Programme” », *IFRA-Nigeria*. En ligne, consulté le 15 novembre 2024. URL : <https://ifra-nigeria.org/digital-humanities/46-news/475-introducing-ifra-nigeria-s-nigerian-heritage-digitisation-programme>.

Créé en 1949, le Syndicat national des enseignants africains du Burkina (SNEA-B) est la plus ancienne structure syndicale enseignante du pays⁹. Elle est connue pour avoir joué un rôle important dans les luttes de décolonisation et surtout dans l'insurrection de 1966 qui renversa la I^{re} République de Maurice Yaméogo. Si l'organisation est toujours active aujourd'hui, elle n'est plus la seule à syndiquer le corps enseignant et a connu depuis les années 1980 un certain reflux militant. Sa longue histoire n'en constitue pas moins une entrée pertinente pour explorer une vaste gamme de thématiques allant des transformations sociopolitiques du pays, à l'histoire de l'école et de la profession enseignante, en passant par l'étude des pratiques militantes. Mais cette histoire n'a pas encore été écrite¹⁰, sans doute parce que le SNEA-B ne disposait pas jusque-là d'un fonds d'archives constitué. Ses documents ont été épargnés au gré des aléas de l'histoire, des multiples déménagements de l'organisation, des renouvellements de ses responsables et de la répression qui a frappé le mouvement syndical. Dès lors, le projet de collecte et de classement des archives du SNEA-B a été initié pour répondre à un désir d'histoire partagé par un collectif militant et un collectif de recherche.

Différents travaux réfléchissent aujourd'hui au « tournant numérique »¹¹ et archivistique dans les études africaines. Certains mettent l'accent sur l'asymétrie des relations entre chercheur·es du Nord et « archivistes » ou « détenteurs/trices » d'archives du continent africain dans ce types de projets¹². S'il ne s'agit pas de nier les rapports de pouvoirs économiques et épistémiques qui façonnent ces collaborations, mon expérience dans un projet de ce type montre que la grille de lecture de la domination transnationale n'est pas toujours opérante pour rendre compte des liens complexes qui se nouent sur le terrain autour d'un « goût de l'archive »¹³ partagé par différents protagonistes : archivistes, scientifiques et syndicalistes. Dans cet article, je souhaite ainsi montrer qu'un tel projet a pu fonctionner grâce à une combinaison d'intérêts entre syndicalistes et scientifiques pour des matériaux archivistiques. Ces archives sont vivantes au sens où la mise en archives permet d'éclairer des dynamiques historiques tout en levant le voile sur des enjeux syndicaux très actuels. Mon approche se situe ainsi à la croisée de perspectives historiennes (des archives pour écrire l'histoire) et ethnographiques (comment la mise en archives offre une porte d'entrée pour observer les dynamiques syndicales contemporaines).

Se mobiliser par et pour les archives. Genèse du projet

20 octobre 2021. À quelques jours de mon retour en France, je pousse la porte du siège du SNEA-B, dans le quartier de Tanghin à Ouagadougou, pour rencontrer son secrétaire général, Siaka Traoré. J'enquête alors sur la grande vague de licenciements des enseignant·es sous le régime de Thomas Sankara (1983-1987) à la suite d'une grève déclenchée par le syndicat, en mars 1984, et m'intéresse plus particulièrement aux effets de cette répression sur les couples et les familles de militants syndicaux¹⁴. La conversation s'engage sur les souvenirs de l'histoire et Siaka me transmet des contacts d'aîné·es licencié·es à rencontrer. Ma recherche l'intéresse. Il a initié avec « le comité des anciens »¹⁵ une réflexion sur l'histoire de l'organisation et les membres

⁹ Par souci de facilité, j'emploie la dénomination actuelle du SNEA-B qui a changé de nom au fil de son histoire : Syndicat du personnel enseignant africain de Haute-Volta (SPEAHV) en 1949, qui devient Syndicat national des enseignants africains de Haute-Volta (SNEA-HV) à l'indépendance, puis Syndicat national des enseignants africains du Burkina (SNEA-B) en 1990.

¹⁰ La thèse en cours à l'Université Ki-Zerbo d'Abdoul Latif Bangui, « L'évolution historique du syndicalisme enseignant au Burkina-Faso : exemple du Syndicat national des enseignants africains du Burkina (SNEA-B) de 1949 à 1999 », devrait combler ce manque. Une histoire interne a par ailleurs été écrite par un instituteur retraité en 1985, ancien militant du SNEA-B : Ouedraogo Aly Massogo (s. d., vers 2003), *Du SPEAHV au SNEAB. Une esquisse du syndicalisme enseignant du pays des hommes intègres*, autoédition.

¹¹ Sur ce sujet qui fait l'objet de nombreux débats, voir en particulier le dossier coordonné par Chamelot Fabienne, Hiribarren Vincent et Rodet Marie (2019), « Archives, the Digital Turn, and Governance in Africa », *History in Africa*, 47, pp. 1-18.

¹² Voir notamment le dossier récemment publié sur ce sujet par Beerli Monique et El Qadim Nora (2024), « Par et pour les archives : vers une sociologie politique des mobilisations archivistiques transnationales », *Critique internationale*, 102(1), pp. 11-26 ; Caswell Michelle (2021), *Urgent Archives. Enacting Liberatory Memory Work*, Londres, Routledge.

¹³ Farge Arlette (1989), *Le goût de l'archive*, Paris, Le Seuil.

¹⁴ Recherche initiée dans le cadre de l'ANR Syndiquaf dirigée par Alexis Roy (2019-2023). « Syndicalisme au quotidien en Afrique », *Hypothèses*. En ligne, consulté le 15 novembre 2024. URL : <https://syndiquaf.hypotheses.org/>.

¹⁵ À l'instar de nombreuses organisations militantes de la sous-région, le SNEA-B a créé des « comités » qui reflètent les rapports sociaux de genre et de générations pour représenter ces différentes catégories sociales. Il comprend un comité des anciens qui regroupe d'anciens responsables aujourd'hui à la retraite (des hommes et quelques femmes), un comité des femmes afin de renforcer la syndicalisation des enseignantes (créé au Congrès de 1993 après la refonte du syndicat suite à la violente répression sous le régime sankariste et l'arrivée de nouveaux partenaires canadiens dans le cadre de la solidarité syndicale internationale) et un comité des

du syndicats travaillent à l'écriture d'un livre grâce à un financement de la Fédération canadienne des enseignantes et enseignants (FCE). L'enjeu est de forger une identité collective syndicale, de transmettre aux cadets une mémoire commune et de former les nouvelles générations d'une organisation qui ne cesse de se renouveler et de rajeunir dans un contexte où le SNEA-B n'est plus la principale centrale syndicale du secteur de l'enseignement. Ce projet d'écriture rencontre cependant de nombreuses difficultés car, m'explique-t-il, « le syndicat ne dispose pas d'archives ». Il me fait alors visiter le local destiné à accueillir les archives. Des documents imprimés sont entreposés pêle-mêle sur des étagères ou à même le sol dans un bâtiment soumis aux intempéries, aux insectes et aux rongeurs. Des « archives » il y en a certainement, enfouies dans cette documentation hétéroclite, non classée et donc inexploitable en l'état.

Illustration n° 1 : Local des archives du SNEA-B, octobre 2021



Source : photographie prise par Ophélie Rillon.

De cette rencontre est née l'idée du projet « Archives of the Union of Teachers of Burkina Faso » avec pour objectif de constituer un véritable fonds d'archives syndicales au siège de l'organisation qui soit accessible aux militant·es et chercheur·es. Je soumettais à Siaka Traoré l'idée de postuler à un financement du programme MEAP de UCLA dont j'avais eu écho par d'autres collègues¹⁶. Faire appel à des financements

jeunes encore peu actif (et majoritairement masculin selon mes observations).

¹⁶ Aïssatou Mbodj-Pouye, « The Sound Archives of Radio Rurale de Kayes », *UCLA-MEAP*. En ligne, consulté le 15 novembre 2024.

internationaux pour conserver des archives privées, en particulier militantes et africaines, n'est pas une évidence et soulève de légitimes suspicions quant au risque de désappropriation des collectifs militants de leur patrimoine. Ces risques, que j'exposais à Siaka, ont été débattus au sein du Bureau national du syndicat qui donna son accord pour deux raisons principales : l'argent serait directement versé au SNEA-B et non à mon laboratoire de recherche en France ; le projet concernerait la collecte et l'inventaire des archives et non, à ce stade, leur numérisation et mise en ligne sur un serveur américain. Ces paramètres, rarement proposés par les projets internationaux à l'exception du MEAP, étaient cruciaux pour permettre au syndicat de garder la main sur le projet d'archivage. Par ailleurs, la longue habitude du SNEA-B de travailler avec des partenaires internationaux dans le cadre de la solidarité syndicale inscrivait cette collaboration dans le registre des pratiques ordinaires de coopération, en dépit de la surchauffe politique qui a, par la suite, rompu les relations diplomatiques entre le Burkina Faso et les pays occidentaux, en particulier la France.

À l'instar d'autres projets archivistiques, « Archives of the Union of Teachers of Burkina Faso » est ainsi né de dynamiques convergentes entre, d'un côté, les producteurs et légitaires d'archives (ici le syndicat) et de l'autre une chercheuse étrangère qui s'intéresse à l'histoire de ce syndicat. D'expérience¹⁷, un tel projet n'aurait pu voir le jour sans la volonté réelle et initiale du syndicat de s'atteler à la conservation de ses archives. Une telle démarche est par ailleurs rare de la part de structures militantes. Comme il a été souligné, dans certains travaux, la mise en archives n'est pas toujours compatible avec l'activité militante qui, elle, se concentre sur le temps présent, mène des actions dispersées sur l'ensemble du territoire et bien souvent dans l'urgence¹⁸. L'archivage appartient au registre des tâches bureaucratiques qui, si elles imprègnent aussi l'activité syndicale, ne relèvent pas des priorités de lutte, d'autant plus quand cette tâche invite à la réflexivité et/ou fait courir le risque de dévoiler les « secrets » de collectifs militants. L'archivage a enfin un coût matériel et financier important à envisager sur le long terme que peu de structures militantes peuvent assumer¹⁹.

Pierre Lascoumes relève « des moments facilitateurs d'archives » qui permettent d'initier une dynamique d'archivage²⁰. Dans le cas du SNEA-B, le passage à l'acte a été déclenché par deux évènements successifs : une volonté endogène d'écriture de l'histoire et la rencontre fortuite avec une chercheuse en quête d'archives. Mais cette dynamique est aussi le reflet d'une institutionnalisation progressive du syndicat depuis les années 1990 qui s'oriente vers des modes d'action relevant plus de la participation que de l'opposition²¹. Plus récemment, l'accentuation des tensions politiques au Burkina avec la guerre « contre le terrorisme »²² qui engendre de nombreuses fermetures d'écoles, les coups d'État militaires successifs (janvier 2022 de Paul-Henri Damiba ; septembre 2022 d'Ibrahim Traoré) et la violente répression des activités syndicales et politiques depuis 2023, favorisent le reflux des activités militantes et la réorientation vers des actions non revendicatives et moins sensibles politiquement. Le moment se révélait paradoxalement propice à une mobilisation du syndicat « par et pour les archives »²³, même si les contradictions entre engagement militant et archivistique n'ont pas totalement disparu en raison du contexte.

URL : <https://meap.library.ucla.edu/projects/the-sound-archives-of-radio-rurale-de-kayes-mali/> ; Elena Vezzadini, « The Archives of the Women's Movement in Sudan, 1940-2010 », *UCLA-MEAP*. En ligne, consulté le 15 novembre 2024. URL : <https://meap.library.ucla.edu/projects/womens-movement-in-sudan/>.

¹⁷ Par le passé, j'avais monté un projet similaire d'inventaire et de numérisation des archives du militant malien Amadou Seydou Traoré en partenariat avec Archives sans frontières. Initié à la demande de M. Traoré en 2016, ce projet a finalement été abandonné, après son décès, à la demande de ses légitaires. Rillon Ophélie, « notice TRAORE Amadou, Seydou », *Maitron*. En ligne, consulté le 15 novembre 2024. URL : <https://maitron.fr/spip.php?article184836>.

¹⁸ À titre d'exemple, c'est après presqu'un siècle d'existence que la CGT française a mis en place un véritable service d'archivage en 1982. Legois Jean-Philippe et Elisabeth Verry (dir.) (2011), « Les archives des syndicats et des mouvements sociaux », *La gazette des archives*, 221.

¹⁹ Flinn Andrew (2011), « Archival Activism : Independent and Community-led Archives, Radical Public History and the Heritage Professions », *InterActions : UCLA Journal of Education and Information Studies*, 7(2), pp. 1-21.

²⁰ Lascoumes Pierre (2022), « Des « traces » au besoin d'« archive » dans l'activité militante », in S. Péquignot et Y. Potin (dir.), *Les conflits d'archives*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, pp. 155-160.

²¹ Le SNEA-B est présenté par certains syndicats concurrents comme un syndicat « réformiste » et de « cogestion » par opposition aux syndicats « rouges » et de « lutte des classes » regroupés au sein du collectif CGT-B.

²² Quidelleur Tanguy (2022), « Les dividendes de « la guerre contre le terrorisme » : milicianisation, États et interventions internationales au Mali et au Burkina Faso », *Cultures & Conflits*, 1(125), pp. 115-138.

²³ Expression empruntée à Beerli Monique J. et El Qadim Nora (2024), « Par et pour les archives... », art. cit.

Archivistes, syndicalistes et scientifiques. Entre collaboration de papier et division des rôles au concret

Le projet soumis avec Siaka Traoré au MEAP avait pour objectif de collecter des matériaux archivistiques auprès des militant·es, inventorier et classer ces documents et ceux conservés au siège afin de constituer un centre d'archives librement accessible dans les locaux du SNEA-B. Nous avions alors identifié trois types de matériaux. Une première catégorie concernait l'histoire institutionnelle du syndicat et regroupait des documents pouvant éventuellement être numérisés (selon les attentes du MEAP) et ne posant pas de problèmes de droits particuliers (journal syndical, rapports de congrès et de conseils syndicaux). D'autre part, nous proposions, en lien direct avec mes recherches, de collecter des documents relatifs à la formation syndicale des enseignantes comme deuxième type de matériaux, lequel était également au centre des préoccupations de Siaka Traoré, désireux de redynamiser le comité des femmes. Il s'agissait ainsi d'ouvrir la collecte aux archives des militantes « de base » aux côtés de celles des anciens responsables syndicaux. Cela nous invitait enfin à recueillir un troisième type de matériaux : des photographies prises à l'occasion de ces formations syndicales, autant de souvenirs auxquels les militantes attachent une valeur affective plus forte par rapport aux « vieux papiers ».

Les six inventaires, finalisés en janvier 2024, sont en partie conformes aux objectifs de départ et dévoilent une collection d'archives syndicales des années 1950 à nos jours²⁴. Pour autant, le travail réalisé au sein du projet est loin d'être conforme à l'esprit du MEAP qui souhaite former des « communautés » à la gestion de leurs propres archives sur le long terme, au travers de collaborations avec des scientifiques et archivistes. Si cette collaboration a été fructueuse, elle s'est traduite par une division des rôles très conventionnelle : la collecte revint aux syndicalistes ; l'inventaire et le classement aux archivistes et plus secondairement aux chercheur·es. Ces dernier·es avaient en charge de « penser » et d'orchestrer le projet, en dialogue avec le bureau national du syndicat, de rédiger rapports et articles.

**Illustration n° 2 : L'équipe du projet réunissant syndicalistes, archivistes et chercheur·es,
17 février 2024, Ouagadougou**



Source : Photographie prise par Ophélie Rillon.

²⁴ Les inventaires sont disponibles en anglais sur le site du MEAP et en français en annexes de cet article. Ophélie Rillon et Siaka Traoré, « Archives of the Union of Teachers of Burkina Faso », *UCLA-MEAP*. En ligne, consulté le 15 novembre 2024. URL : <https://meap.library.ucla.edu/projects/archives-of-the-union-of-teachers-of-burkina-faso/>.

La première phase du projet concernait la collecte des archives auprès des militant·es et anciens responsables syndicaux. Initialement, j'avais prévu de prendre une part active à cette collecte en me rendant en particulier à Bobo Dioulasso, ville historique du syndicalisme, avec les membres du comité des anciens désignés en interne pour cette tâche²⁵. Mais, au regard du contexte sécuritaire, mes déplacements hors de Ouagadougou ne furent jamais autorisés par les administrations du CNRS et de l'IRD dont je dépendais pendant mes missions (janvier-février 2023 ; juillet 2023-février 2024). La collecte a donc été entièrement prise en charge par les militant·es qui ont sillonné le pays pour rencontrer les aîné·es du syndicat, conduire des entretiens, collecter leurs matériaux déposés ensuite au siège à Ouagadougou. Celle-ci a été réalisée en toute autonomie par les syndicalistes et en dehors des règles archivistiques. L'équipe n'a pas ainsi jugé utile de préciser la provenance des documents (localité, nom du / de la détentrice), entreposés pêle-mêle au siège du SNEA-B. Si l'historienne peut regretter cet effacement des logiques initiales de conservation personnelle, en creux se dessine l'idée que ces archives n'appartiennent pas à des individus mais bien au collectif militant qui se les réapproprie. Par ailleurs, les aîné·es ont massivement accepté de léguer leurs archives, car la demande émanait de leurs camarades au nom d'une démarche interne d'écriture de l'histoire et de préservation de son patrimoine documentaire. Les liens de confiance, la camaraderie et le respect de l'autorité de la direction syndicale ont ainsi constitué des leviers de réussite.

²⁵ Équipe composée d'Alfred Sawadogo (secrétaire général du SNEA-B de 1992 à 2000), Lambert D. Hien (secrétaire général adjoint du SNEA-B de 2003 à 2010), Mathieu Dakio (responsable à la formation syndicale de 2003 à 2010), Aminata Hien Fofana (responsable des relations extérieures de 2003 à 2010) et Adama Gnoumou (trésorier de 2003 à 2006).

Illustrations n° 3 à 6 : La collecte des archives par l'équipe des syndicalistes, 1er semestre 2023, Burkina Faso (Ouagadougou, Gourcy, Koupéla, Koudougou, Boni, Bobo-Dioulasso)



Source : Photographies prises par l'équipe du SNEA-B.

La deuxième phase du projet concernait le classement et l'inventaire de l'ensemble des archives ainsi déposées et conservées au siège du syndicat. Dans le projet de départ, cette mission devait être réalisée conjointement par les syndicalistes et les chercheur·es sous la supervision d'archivistes professionnels qui auraient été nos formateurs. Sur place cependant, j'ai pris conscience que le temps de formation nécessaire était incompatible avec les responsabilités syndicales, enseignantes et familiales des militant·es et de nombreux collègues burkinabè impliqués dans le projet. Par souci d'efficacité, un partenariat a été tissé entre le syndicat

et les Archives nationales du Burkina (ANB) afin de recruter cinq membres de son personnel pendant un mois, sur le financement du projet, pour venir trier et inventorier les documents²⁶.

Un déplacement s'est donc opéré des syndicalistes vers des archivistes professionnels. Cette phase a généré le plus de tensions, mettant en lumière la différence des cultures professionnelles au sein de l'équipe. Tandis que les chercheur·es et les syndicalistes voulaient « tout conserver », les archivistes arguaient des problèmes de place et de temps de travail, mais aussi de la nécessité d'opérer un tri. Si, sur le principe, nous étions d'accord sur la destruction des doublons, encore fallait-il s'accorder sur la définition du terme : que faire des diverses versions d'un texte (tract, rapport de mission, compte rendu de réunion, etc.) ? La version finale validée par le tampon syndical (comme plaidé par un archiviste) était-elle le seul document à conserver ou fallait-il inclure les multiples brouillons comme autant de reflets des couches de réécriture (tel que défendu par les historien·es) ? Une brève annotation en marge d'un document en fait-il une archive singulière ? Une convergence d'intérêts entre syndicalistes et chercheur·es a permis d'opter pour une conservation la plus large possible des documents. Le budget du projet ne permettant pas de prolonger le contrat des archivistes, une nouvelle division des tâches s'est opérée : les archivistes ont inventorié les « archives » dans de grandes catégories (correspondances, comptes-rendus, etc.) avec l'indication des bornes extrêmes selon des modalités non conformes au MEAP. Les chercheur·es ont pris en charge les « doublons » dans un nouvel inventaire intitulé « reliquat » ainsi que l'inventaire des fonds « périodiques », « documentation », « photographie » et « audiovisuel » considérés comme des matériaux moins dignes d'intérêt par les archivistes²⁷.

Mon expérience montre que, bien qu'il existe une dépendance financière de ce projet à l'égard d'un programme étranger, cette extraversion n'influe qu'à la marge sur les modalités de travail sur place. Celles-ci sont davantage structurées par des dynamiques locales : la guerre qui sévit dans le pays a éloigné les chercheurs occidentaux du terrain et contribué à placer les acteurs burkinabè au centre de la collecte ; les normes archivistiques promues par les professionnels (des Archives nationales et du MEAP) ont été détournées par une convergence d'intérêts entre syndicalistes et chercheur·es ; l'idéal de formation et de collaboration horizontale promu par le MEAP a largement été supplanté par une division des rôles jugée plus efficace et moins chronophage. Ainsi, analyser ces projets à l'aune de la seule grille de lecture de l'asymétrie transnationale²⁸ revient en quelque sorte à réifier les catégories du « Nord » et du « Sud » et à oblitérer les conflits de cultures professionnelles qui débordent ces lignes de partage et invisibilisent les divers contournements possibles. Enfin, se mobiliser « par et pour les archives » invite aussi à se laisser surprendre par les matériaux collectés qui ne correspondent pas toujours aux aspirations motivant l'engagement initial dans de tels projets.

²⁶ Équipe des ANB composée de Marie-Jeanne Diasso (responsable des archives historiques), Sié Tioro (agent), Adama Yaméogo (responsable des archives privées et iconographiques), Mariétou Sangaré Kayo (responsable de la restauration des archives) et Seydou Drabo (responsable de la regraphie et la diffusion) sous la supervision de Jean-Bertin Kouna Kamboule (directeur général des ANB).

²⁷ Ce traitement a été principalement réalisé par Alexis Roy, Alice Betout et moi-même, alors en mission, rejoints par les collègues burkinabè : le doctorant Abdoul Latif Bangui, le traducteur Cheick Ahmed Ouattara et l'historien Missa Millogo.

²⁸ Husaini Sa'Eed et Maingraud-Martinaud Cyrielle (2024), « Asymétries transnationales dans l'archivage de l'activisme », *Critique internationale*, 102(1), pp. 121-143.

Illustrations n° 7 à 12 : Trier, classer et inventorier – l'équipe des Archives nationales du Burkina composée de Marie-Jeanne Diasso, Sié Luc Tioro, Adama Yameogo, Seydou Drabo et Aminata Sangare/Kayo, premier jour de travail, 2 novembre 2023, Ouagadougou







Source : Photographies prises par Aurélien Gillier.

Le genre des archives syndicales

En montant ce projet, j'imaginais que des archives privées seraient plus à même de conserver les traces de militantes que les fonds étatiques des ministères de l'Intérieur, du Travail et de l'Enseignement ou de la présidence du Faso²⁹, explorés lors de mes précédents terrains. S'ils renferment divers documents relatifs au SNEA-B, ceux-ci nous renseignent bien peu sur la place des femmes dans cette histoire. En suivant les interrogations soulevées par Michelle Perrot sur le genre des archives militantes, il s'agit dans cette dernière partie de réfléchir à l'asymétrie sexuée des sources syndicales :

Y a-t-il donc un silence des sources sur les femmes ? Leurs traces s'effacent-elles plus vite que celles de leurs compagnons, faute d'estime, de recueil, de soin, de transmission ? La différence des sexes, et leur hiérarchie, marquent-elles la constitution des bibliothèques et surtout des archives, publiques et privées ? Le mouvement social a-t-il de ce point de vue, créé une rupture, du moins provoqué une brèche³⁰ ?

Répondre à ces questions nécessiterait un dépouillement plus approfondi que ce que le temps du projet m'a permis de réaliser. Néanmoins, de premières pistes se dessinent, montrant que c'est peut-être moins dans la nature privée ou publique des archives que s'opère la « rupture » que dans le support matériel distinguant archives écrites et visuelles.

De façon générale, les archives du SNEA-B n'échappent pas au patriarcat des structures sociales et militantes et reproduisent en partie l'invisibilisation des femmes. Si l'enseignement est, avec la santé, conçu depuis l'époque coloniale comme l'un des rares secteurs salariés conforme aux fonctions sociales assignées aux femmes³¹, la cohorte d'institutrices demeure historiquement minoritaire dans la profession au Burkina Faso. Elles représentent 27 % des effectifs en 1989, 30 % en 2003 et passent à 45 % en 2015³². Cette féminisation récente du corps enseignant peut être interprétée comme le reflet de la dévalorisation de la profession et de l'éclatement des statuts³³. Mais par-delà ces éléments structurels expliquant en partie le silence des sources, quelles traces les militantes ont-elles laissé dans ces archives syndicales ?

Dans les années 1960, un nom ressort : celui de Jacqueline Ki-Zerbo, alors directrice du cours normal des jeunes filles de Ouagadougou et seule femme à siéger dans le bureau national du syndicat en tant que directrice du journal *La voix des enseignants* (1963-1966)³⁴. Au cours du projet, sa famille a été contactée afin de savoir si elle conservait des documents relatifs à ses activités syndicales. Cette piste s'est malheureusement révélée infructueuse, car une grande partie des archives militantes du couple Ki-Zerbo ont été perdues lors de la répression des années 1980 et de leur exil à Dakar. La fondation, créée en leur nom, est finalement moins un centre d'archives qu'une bibliothèque autour de l'œuvre intellectuelle du couple Ki-Zerbo³⁵. En retour, je leur ai transmis des copies numériques des documents relatifs à Jacqueline Ki-Zerbo, retrouvés dans les archives du SNEA-B.

Dans les décennies suivantes, les traces de militantes s'amenuisent. Quelques noms surgissent au détour des comptes-rendus de réunions ou d'assemblées générales, d'une rencontre ministérielle, d'une demande d'absence, de mutation ou encore de logement. Mais leurs prises de parole, si elles existent, ne sont pas consignées dans les documents, rendant difficilement saisissable la nature de leurs engagements. Un important travail d'enquête demeure à réaliser pour retracer l'histoire des « vies oubliées »³⁶ qui se cachent derrière ces noms. Si les femmes sont peu visibles dans les archives écrites, une question récurrente n'en

²⁹ Fonds conservés aux Archives nationales du Burkina Faso. Voir par exemple les séries 28 V, 32 V, 36 V, 42 V, 44 V25 V, 7 V, 41 V, 18 V, 14 Fi. On notera que les fonds privés de militants conservés aux ANB (série AP) reproduisent les mêmes logiques d'effacement.

³⁰ Perrot Michelle (2017), « Le silence des sources », in Blum Françoise (dir.), *Genre de l'archive. Constitution et transmission des mémoires militantes*, Paris, Codhos éditions, p. 5.

³¹ Barthélémy Pascale (2010), *Africaines et diplômées à l'époque coloniale*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

³² Djibo Francis et Gauthier Clermont (2020), « Les obstacles à l'exercice de la profession chez les femmes enseignantes du primaire au Burkina Faso », *Formation et profession*, 28(2), p. 20 ; Kabore Idrissa, Lairez Thierry et Pilon Marc (2003), « Genre et scolarisation au Burkina Faso : enseignements d'une approche statistique », in M. Cosio, R. Marcoux, M. Pilon et A. Quesnel (dir.), *Éducation, famille et dynamiques démographiques*, Paris, CICRED, p. 231.

³³ Roy Alexis, Nous Camille (2020), « Luttes pour la valorisation d'une profession ! Des enseignant.es en grèves au Burkina Faso (2017-2019) », *Mouvements*, 103(3), pp. 111-120.

³⁴ Barthélémy Pascale et Rillon Ophélie (à paraître), « Jacqueline Ki-Zerbo », notice biographique dans le *Maitron Afrique*.

³⁵ Fondation Joseph-Jacqueline Ki-Zerbo à Ouagadougou dont les activités sont aujourd'hui à l'arrêt. *Fondation Joseph-Jacqueline Ki-Zerbo*. En ligne, consulté le 15 novembre 2024. URL : <https://www.joseph-jacquelineki-zerbo.org/>.

³⁶ Selon la formule empruntée à Farge Arlette (2019), *Vies oubliées. Au cœur du XVIII^e siècle*, Paris, La Découverte.

traverse pas moins les comptes-rendus de réunions syndicales des années 1960 à 1980 : comment mobiliser les femmes ? Au regard de cette documentation, les interrogations de l'actuel secrétaire général du SNEA-B ne se révélaient donc pas nouvelles et s'inscrivaient dans une longue histoire de l'inégale représentativité des enseignantes dans les structures militantes.

Avec la création du Comité des femmes en 1993, les conférences et formations syndicales à destination des enseignantes/syndicalistes se multiplient³⁷. Pour autant, si des « campagnes de sensibilisation des enseignantes » à l'intérieur du pays sont régulièrement évoquées dans les comptes-rendus, les archives n'en consignent que des traces éparses, signe de la moindre importance accordée aux activités féminines. À l'inverse, on dispose de riches informations sur les projets conduits avec les partenaires internationaux du SNEA-B, dont les normes bureaucratiques de financement conduisent à la production d'archives dans lesquelles apparaissent des femmes (atelier « Femmes écrivains » en 1998, projet de fabrication de pommades en 1997-1999). Les logiques de production et conservation des archives tendent ainsi à surreprésenter les activités sociales et de *care* réalisées par les militantes³⁸, bien que leur militantisme embrasse en réalité un large spectre de modes d'action (meetings, grèves, manifestations) dont la mixité tend à rendre moins saisissable leur participation.

Contrairement aux archives papier, le fonds photographique fournit de précieuses informations pour documenter l'activité des militantes. En tournant les pages des albums ou en ouvrant les petites enveloppes dans lesquelles sont conservées ces images, on est frappé par l'importance de la présence féminine. Paradoxalement, si des écrits surgissent des noms de femmes sans passé, le corpus visuel donne à voir des visages sans nom. Réaliser une campagne d'identification des photographies, non prévue dans le projet initial, se révélait incontournable au regard de l'ampleur du fonds photographique collecté et du récit alternatif que ce corpus dessinait. Si les sources visuelles ont été récemment investies par les historiennes des femmes et du genre, traiter ces matériaux pour en faire des archives constitue un vaste défi³⁹. Nous n'avions ni le temps, ni les moyens techniques et financiers de numériser l'ensemble du corpus et organiser des séances collectives d'identification comme font régulièrement les archivistes burkinabè.

J'ai donc initié cette campagne de façon autonome, en parallèle du projet archivistique et en bricolant largement ; une façon de renouer avec l'enquête de terrain et mes propres recherches suspendues par la coordination du projet. Pour cela, j'ai repris contact avec des militant·es des années 1980 qui avaient connu la révolution sankariste – et pour certain·es avaient été licencié·es. Ce travail d'identification a été réalisé soit directement par moi, en tête à tête avec un·e militant·e, soit par un ancien secrétaire général à qui j'avais confié les albums de sa mandature, soit encore avec un groupe de « vieilles » camarades (la méthode variait selon les envies de chacune et chacun). Il permit tout autant de redonner des noms à des visages que de susciter de nouveaux récits, suivant en cela la méthode de la photo-elicitation⁴⁰. Le travail d'archivage vient ainsi nourrir l'enquête historique qui, en retour, enrichit et met en perspective la collection documentaire constituée.

³⁷ Quelques cotes relatives aux activités des militantes dans les années 1990 : 1SNE 506 ; 2SNE 548 ; 2 SNE 572 ; 3SNE 12.

³⁸ Bouilly Emmanuelle (2019), *Du couscous et des meetings contre l'émigration clandestine. Mobiliser sans protester au Sénégal*, Paris, Dalloz.

³⁹ Cailloux Marianne, Laot Françoise et Monjaret Anne (dir.) (2019), « Femmes au travail : quelles archives visuelles ? », *Images du travail. Travail des images*, 6-7.

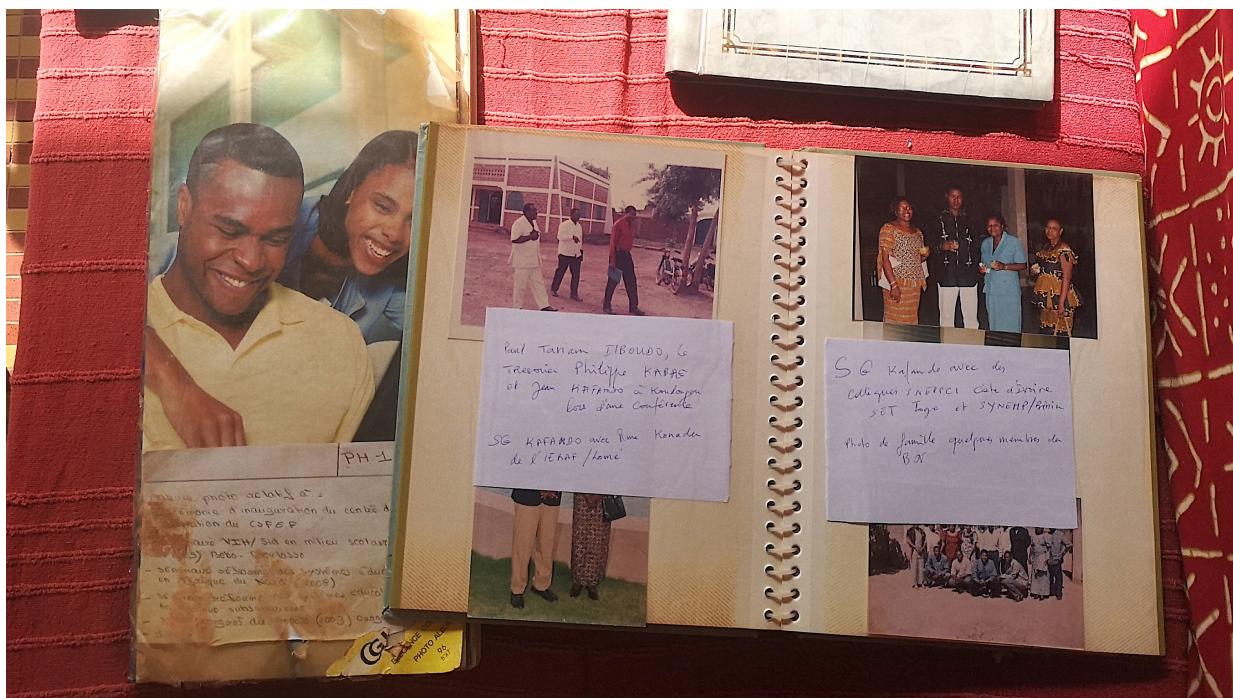
⁴⁰ Meyer Michaël (2017), « La force (é)vocative des archives visuelles dans la situation d'enquête par entretiens. Une étude par photo-elicitation dans le monde ambulancier », *Revue française des méthodes visuelles*, 1, pp. 1-30.

Illustration n° 13 : Aminata Antaille Sawadogo (gauche) et Ruffine Sawadogo, atelier de formation « Fabrication de pommade de corps », s. d. (vers 1999), Ouagadougou, fonds photographique du SNEA-B



Source : Photographie prise par Ophélie Rillon.

Illustration n° 14 : Notes manuscrites de Jean Kafando (secrétaire général du SNEA-B de 2000 à 2010) lors des séances d'identification des photographies, février 2024, Ouagadougou



Source : Photographie prise par Ophélie Rillon.

Illustrations n° 15 à 17 : Séance d'identification des photographies avec M^{mes} Ki Alimatou Zerbo, Diarra Oumou Mintou Brahma Cissé, Margueritte Toure Zagré et Aminata Antaille Sawadogo (de gauche à droite), institutrices retraitées et anciennes militantes du SNEA-B, 19 février 2014, Ouagadougou





Source : Photographies prises par Ophélie Rillon.

Conclusion

En relatant l'expérience de ce projet collectif, j'ai souhaité montrer combien l'intérêt pour les archives et l'écriture de l'histoire ne sont pas du seul apanage de la recherche et des archivistes. Se réapproprier son histoire comme acteurs/actrices du mouvement social constitue un enjeu de lutte dans un contexte où les activités militantes sont largement mises en sommeil. La répression qui s'abat sur le monde syndical burkinabè, la guerre qui sévit dans le pays, l'essoufflement de la solidarité internationale et la suspension de nombreux financements constituent autant de paramètres qui limitent la capacité d'action du monde syndical. Maintenir la flamme, transmettre l'histoire, former les nouvelles générations n'en demeure pas moins une préoccupation constante des collectifs militants. Si les luttes constituent un moment saillant de mise en récit et de transmission des héritages⁴¹, les périodes de reflux militant ouvrent aussi la voie à un travail mémoriel.

Pour cela, encore faut-il disposer de ressources financières et matérielles, de temps et de compétences nécessaires à la mise en œuvre de tels projets archivistiques. La collaboration entre plusieurs secteurs professionnels et des institutions de différents pays peut constituer une solution – et non la seule – à condition que les producteurs d'archives gardent la main sur le processus, puissent décider de leurs priorités et déléguer

⁴¹ Une dynamique particulièrement saillante dans le monde arabe : Della Ratta Donatella, Dickinson Kay, Haugbølle Sune (dir.) (2020), *The Arab Archive : Mediated Memories and Digital Flows*, Amsterdam, Institute of Network Cultures.

certaines phases de travail sur le projet. Le travail militant ne recouvre pas celui des archivistes ni des chercheur.es et inversement. C'est dans cet équilibre parfois mouvant entre différentes fonctions, compétences et centres d'intérêt que se sont nouées les collaborations à l'intérieur de ce projet. Quant au programme américain, ses directrices ont toujours accepté de se plier au mot d'ordre syndical, engageant à prendre « l'argent [là où] il y en a ». L'archivage militant peut alors être envisagé comme une heureuse action de braconnage.

Ophélie Rillon

Centre national de la recherche scientifique, Institut des mondes africains (France)

Bibliographie

- BARBER Karin (dir.) (2006), *Africa's Hidden Histories. Everyday Literacy and Making the Self*, Indiana, Indiana University Press.
- BARTHÉLÉMY Pascale (2010), *Africaines et diplômées à l'époque coloniale*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- BARTHÉLÉMY Pascale et RILLON Ophélie (à paraître), « Jacqueline Ki-Zerbo », notice biographique dans le *Maitron Afrique*.
- BEERLI Monique et EL QADIM Nora (2024), « Par et pour les archives : vers une sociologie politique des mobilisations archivistiques transnationales », *Critique internationale*, 102(1), pp. 11-26
- BOUILLY Emmanuelle (2019), *Du couscous et des meetings contre l'émigration clandestine. Mobiliser sans protester au Sénégal*, Paris, Dalloz.
- BYFIELD Judith (2016), « In Her Own Words : Funmilayo Ransome-Kuti and the Auto/biography of an Archive », *Palimpsest*, 2(5), pp. 107127.
- CAILLOUX Marianne, LAOT Françoise et MONJARET Anne (dir.) (2019), « Femmes au travail : quelles archives visuelles ? », *Images du travail. Travail des images*, 6-7.
- CASWELL Michelle (2021), *Urgent Archives. Enacting Liberatory Memory Work*, Londres, Routledge.
- CHAMELOT Fabienne, HIRIBARREN Vincent et RODET Marie (2019), « Archives, the Digital Turn, and Governance in Africa », *History in Africa*, 47, pp. 1-18.
- DELLA RATTA Donatella, DICKINSON Kay, HAUGBØLLE Sune (dir.) (2020), *The Arab Archive : Mediated Memories and Digital Flows*, Amsterdam, Institute of Network Cultures.
- DJIBO Francis et GAUTHIER Clermont (2020), « Les obstacles à l'exercice de la profession chez les femmes enseignantes du primaire au Burkina Faso », *Formation et profession*, 28(2), pp. 19-34.
- EICHHORN Kate (2013), *The Archival Turn in Feminism*, Philadelphia, Temple University Press.
- FARGE Arlette (1989), *Le goût de l'archive*, Paris, Seuil.
- FARGE Arlette (2019), *Vies oubliées. Au cœur du XVIII^e siècle*, Paris, La Découverte.
- FLINN Andrew (2011), « Archival Activism : Independent and Community-led Archives, Radical Public History and the Heritage Professions », *InterActions : UCLA Journal of Education and Information Studies*, 7(2), pp. 1-21.
- FLINN Andrew, ALEXANDER Ben (2015), « “Humanizing an Inevitability Political Craft” : Introduction to the Special Issue on Archiving Activism and Activist Archiving », *Archival Science*, 15(4), pp. 329-335.
- HUSAINI Sa'Eed et MAINGRAUD-MARTINAUD Cyrielle (2024), « Asymétries transnationales dans l'archivage de l'activisme », *Critique internationale*, 102(1), pp. 121-143.
- KABORE Idrissa, LAIREZ Thierry et PILON Marc (2003), « Genre et scolarisation au Burkina Faso : enseignements d'une approche statistique », in M. Cosio, R. Marcoux, M. Pilon et A. Quesnel (dir.), *Éducation, famille et dynamiques démographiques*, Paris, CICRED, pp. 221-246.
- LASCOUMES Pierre (2022), « Des “traces” au besoin d’“archive” dans l’activité militante », in S. Péquignot et Y. Potin (dir.), *Les conflits d’archives*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, pp. 155-160.

- LEGOIS Jean-Philippe et VERRY Elisabeth (dir.) (2011), « Les archives des syndicats et des mouvements sociaux », *La gazette des archives*, 221.
- MEYER Michaël (2017), « La force (é)vocative des archives visuelles dans la situation d'enquête par entretiens. Une étude par photo-elicitation dans le monde ambulancier », *Revue française des méthodes visuelles*, 1, pp. 1-30.
- OUEDRAOGO Aly Massogo (s. d., vers 2003), *Du SPEAHV au SNEAB. Une esquisse du syndicalisme enseignant du pays des hommes intègres*, autoédition.
- PERROT Michelle (2017), « Le silence des sources », in Blum F. (dir.), *Genre de l'archive. Constitution et transmission des mémoires militantes*, Paris, Codhos éditions, pp. 5-9.
- PRINCE Jacques (2009), « Du placard à l'institution : l'histoire des Archives gaies du Québec (AGQ) », *Archivaria*, 68, pp. 295-309.
- QUIDELLEUR Tanguy (2022), « Les dividendes de “la guerre contre le terrorisme” : milicianisation, États et interventions internationales au Mali et au Burkina Faso », *Cultures & Conflits*, 1(125), pp. 115-138.
- RILLON Ophélie, « notice TRAORE Amadou, Seydou », *Maitron*. En ligne, consulté le 15 novembre 2024. URL : <https://maitron.fr/spip.php?article184836>.
- ROY Alexis, Noûs Camille (2020), « Luttes pour la valorisation d'une profession ! Des enseignant.es en grèves au Burkina Faso (2017-2019) », *Mouvements*, 103(3), pp. 111-120.
- THIAM Madina, GOLASZEWSKI Devon, TAMBOURA Moussa Beïdy, SIDIBÉ Oumou, et MANN Gregory (2023), « Le projet Archives des femmes : archiver, numériser et diffuser les luttes des femmes maliennes », *Revue d'histoire contemporaine de l'Afrique*, pp. 1-13.
- ZEDERMAN Mathilde (2024), « Mettre en mots et en cartons le passé militant. La fabrique des archives des mobilisations tunisiennes en exil comme champ de luttes », *Critique internationale*, 102(1), pp. 49-68.